



Les visages du courage



CARLOS A. GUEVARA - PROGRAMA SOMOS DEFENSORES

Un défenseur du droit à la terre issu de la communauté de Las Pavas, se sentant menacé, porte un gilet pare-balles, dans la région du bas Magdalena en Colombie.

Qu'est-ce que le courage?

Le courage. Parfois, il s'agit d'un choix. Parfois, la situation exige que nous en fassions preuve. Mais, le courage possède de multiples visages. Les gens avec lesquels travaille Inter Pares font montre d'un profond courage : dans leur patience, leur persistance, leur audace, leur motivation – et leur conviction que le monde doit et peut devenir un endroit plus juste et plus égalitaire.

Nous voyons le courage s'incarner chez l'étudiant(e) universitaire qui défie de sévères décrets gouvernementaux afin de manifester en faveur de la libre expression au Soudan; chez la jeune mère, qui, pour la première fois, se rend dans une clinique de planification

familiale aux Philippines; chez le brave chef de village, en Birmanie, qui s'oppose à un projet de développement qui n'apportera aucun bénéfice à sa communauté; chez la jeune femme déterminée, en Colombie, qui reçoit de l'éducation et se trouve un emploi alors que la société lui dit qu'elle n'a pas le droit de revendiquer une telle forme d'indépendance; chez le militant qui, depuis une génération, cherche à parvenir au même but sur le plan de la justice sociale et y croit fermement malgré son épuisement et les menaces personnelles qu'il subit.

Certaines des organisations avec lesquelles travaille Inter Pares s'attaquent à des questions taboues baignant dans un contexte de **PAGE 4 ▶**

AUSSI DANS CETTE ÉDITION

ASSURER DES
CONDITIONS DE TRAVAIL
SÉCURITAIRES POUR
LES DÉFENSEUR(E)S
DES DROITS
DE LA PERSONNE

AU SOUDAN, LE
COURAGE S'INCARNE
DANS LA PERSÉVÉRANCE
DES FEMMES

Assurer des conditions de travail sécuritaires pour les défenseur(e)s des droits de la personne



Des manifestant(e)s se sont réuni(e)s pour demander justice après le meurtre de Berta Cáceres.

PAR BILL FAIRBAIRN,
GESTIONNAIRE DE PROGRAMMES AMÉRIQUE LATINE

Jamais je n'oublierai le frisson qui parcourut ma colonne vertébrale la première fois que j'ai vu Francisco, un militant syndical colombien qui compte parmi mes amis les plus chers, prendre de manière désinvolte sa veste pare-balles afin de m'accompagner pour une courte promenade dans le quartier de Bogotá où il travaillait.

En Colombie, de même que dans plusieurs autres endroits du monde, les femmes et les hommes qui défendent les droits de la personne voient leur sécurité physique soumise à d'énormes risques. Selon Michel Forst, le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme, le nombre d'attaques menées contre les défenseur(e)s des droits de la personne (DDP) est partout en hausse. « Ce ne sont pas des actes de violence aléatoires... mais bien des attaques concertées contre celles et ceux qui tentent de concrétiser l'idéal de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. »

Ces attaques prennent plusieurs formes, mais toutes visent à nuire au travail des DDP en intimidant les communautés de même que les militant(e)s afin de les réduire au silence. Les DDP sont victimes d'agressions physiques, de menaces de mort verbales ou écrites, de détention arbitraire, d'acharnement judiciaire, de campagnes de dénigrement, de stigmatisation et de pénalisation. Le nombre d'assassinats ciblés est en hausse : un rapport

publié en juin 2018 par l'organisation Front Line Defenders rapporte que le nombre de DDP assassinés a augmenté de 100 % au cours des quatre dernières années. Le risque est particulièrement élevé dans quatre pays où Inter Pares collabore avec des homologues locaux : la Colombie, le Mexique, le Guatemala et les Philippines. La majorité des personnes concernées ont été ciblées parce qu'elles cherchaient à défendre leurs territoires ou les droits des peuples autochtones, souvent dans des régions rurales éloignées.

Inter Pares fait montre de vigilance face aux menaces qui planent sur ses homologues locaux à l'étranger, et s'est d'ailleurs jointe à différents alliés afin de demander aux ambassades canadiennes à l'étranger d'appliquer de manière efficace les lignes directrices énoncées dans un homologues document intitulé *Voix à risque*, adoptées par le gouvernement canadien en 2016. Ces lignes directrices fournissent des indications visant à mieux protéger et mieux soutenir les DDP locaux, incluant celles et ceux qui critiquent les impacts des opérations des entreprises canadiennes à l'étranger.

Par ailleurs, nous soutenons le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) ainsi que le réseau Breaking the Silence Maritimes-Guatemala (BTS), qui offrent un accompagnement aux militant(e)s et communautés du Guatemala qui sont menacé(e)s. À titre d'accompagnateurs internationaux, ces deux homologues consignent les gestes d'intimidation, menaces ou actes de violence perpétrés à l'encontre des DDP et diffusent rapidement cette information par l'entremise de réseaux nationaux et internationaux. Leur but est de contribuer à décourager les actes de violence, et de créer un espace au sein duquel les DDP peuvent continuer à s'exprimer.

Les militant(e)s pour les droits de la personne, comme mon ami colombien Francisco, savent que les vestes pare-balles ne sont pas la solution. Aux côtés de ces personnes courageuses, nous travaillons dans l'espoir de voir un jour la promotion et la protection des droits de la personne être soutenues et reconnues comme des droits civils fondamentaux et des biens publics. 

Au Soudan, le courage s'incarne dans la persévérance des femmes

La campagne #JusticeForNoura a vu le jour au Soudan, mais a toutefois eu des échos planétaires plus tôt cette année à la suite de la condamnation à mort de Noura Hussein par l'État. Le père de Noura l'a forcée à se marier à l'âge de 16 ans. Violée par son mari, celle-ci l'a tué dans un geste de légitime défense. La campagne a permis d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le cas de Noura, de même que sur les lois soudanaises qui permettent le mariage d'enfants et ne reconnaissent pas le viol conjugal.

Chaque jour et tout au long de leur vie, les droits et les libertés des femmes soudanaises sont compromis. Les lois en matière de succession renforcent la discrimination systémique que subissent les femmes durant leur existence, et les lois visant la famille font en sorte que les droits des femmes et des filles sont violés, notamment en autorisant le mariage d'enfants. Les lois assurant le maintien de l'ordre public restreignent les déplacements des femmes, de même que leur liberté vestimentaire. Nos homologues au Soudan, l'Organisation soudanaise pour la recherche et le développement (SORD) et le Centre de ressources pour les femmes Salmmah (SWRC), font partie intégrante du courageux mouvement pour les droits des femmes qui combat ces lois et soutient les femmes qui subissent ce contrôle social omniprésent et tentent d'y résister. Ces organisations poursuivent ce travail sans relâche depuis des décennies.

La souffrance engendrée par ces lois est à la fois émotionnelle et physique. Rania, une jeune femme membre de SWRC, a été arrêtée, emprisonnée et a finalement reçu 40 coups de fouet pour avoir eu une conversation avec un ami dans une voiture près de chez elle. Les lois en matière d'ordre public, comme celles utilisées contre Rania, sont appliquées agressivement et fréquemment. Les punitions prévues comprennent la flagellation et l'imposition d'une amende – un horrible moyen pour l'État de générer un revenu.

Le mouvement pour les droits des femmes au Soudan possède une longue et riche histoire. Des générations de militant(e)s ont combattu et continuent de le faire malgré les restrictions



Des participantes dansent lors d'un atelier sur le féminisme organisé par SORD.



Khansa Ahmed Adulraheem, membre du personnel de SORD, pose devant leurs bureaux à Khartoum.

toujours plus démesurées au cours de la dernière génération. Néanmoins, la créativité et le courage ne manquent pas. Avec le soutien d'Inter Pares, SORD gère un programme d'aide juridique afin de permettre aux femmes victimes de violence et de discrimination d'être représentées et de recevoir des conseils et de l'accompagnement, notamment dans le cadre de cas concernant le droit successoral. Le personnel de ce programme est composé d'avocat(e)s motivé(e)s dont la plupart sont des femmes. À travers tout le pays, de jeunes militant(e)s s'organisent autour d'événements tels que la Journée internationale des femmes et tirent profit du pouvoir de la solidarité en ligne – comme l'a montré la campagne #JusticeForNoura.

Il faut du courage pour persévérer dans ce travail, mais avec notre soutien, les femmes soudanaises et les hommes qui les appuient sont en mesure de le faire avec espoir et détermination. Ces personnes envisagent un avenir où les femmes au Soudan pourront vivre pleinement, contribuer à la société, et évoluer en toute sécurité au sein de celle-ci. 

Ces personnes envisagent un avenir où les femmes au Soudan pourront vivre pleinement, contribuer à la société, et évoluer en toute sécurité au sein de celle-ci.

Qu'est-ce que le courage?

Suite de la page 1

À quoi le courage ressemble-t-il? Nous le voyons dans le visage des gens qui se regroupent au sein d'organisations telles que DEMUS, La Colectiva Feminista et Likhaan.



Des membres de la Colectiva Feminista manifestent contre la violence sexiste et réclament du soutien pour les droits sexuels et reproductifs des femmes.

stigmatisation sociale. Des questions telles que la santé reproductive et l'autonomie corporelle des femmes. Il faut une audace et une ténacité particulières pour discuter ouvertement de sexualité, de droits des femmes ou de violence sexuelle. Il faut du courage pour s'exprimer et agir malgré la stigmatisation sociale. Les homologues d'Inter Pares basés au Pérou, au Salvador ou aux Philippines comprennent bien cela.

Entre 1995 et 2000, le gouvernement d'Alberto Fujimori au Pérou a stérilisé environ 300 000 femmes et 20 000 hommes. Pauvres et d'origine autochtone, plusieurs de ces personnes ont été soumises à des interventions chirurgicales par la force ou le mensonge. DEMUS, un homologue d'Inter Pares, a été au premier plan de la bataille pour que la vérité soit connue, et pour que le gouvernement péruvien soit tenu responsable de ces exactions. Les efforts de DEMUS ont mené à la création d'un registre national des victimes, de même qu'à la poursuite de hauts responsables.

Le Salvador applique une loi antiavortement qui compte parmi les plus sévères au monde. Celle-ci pénalise l'avortement, quelles que soient les circonstances, en plus d'incriminer disproportionnellement les femmes pauvres. La santé et la vie de ces femmes sont menacées alors qu'elles recourent à des pratiques illégales et dangereuses. Des femmes ont été

emprisonnées pour avoir fait une fausse couche. La Colectiva Feminista, l'une des organisations homologues d'Inter Pares, a joué un rôle clé dans la lutte menée au Salvador pour la reconnaissance des droits reproductifs, malgré le fait que ses membres aient été vicieusement accusées d'immoralité par leurs opposants dans ce pays.

Grâce à une campagne menée avec succès, l'organisation Likhaan, vouée à la santé des femmes, est parvenue à faire adopter une loi nationale sur la santé reproductive qui offre notamment aux femmes philippines un accès universel à des moyens de contraception modernes. Actuellement, cette organisation plaide pour que les femmes aient accès à toute la gamme de soins en santé reproductive, dont l'avortement, malgré un contexte national où dominant les valeurs religieuses opposées à la liberté de choix. Il s'agit d'un rude et parfois horrible combat.

À quoi le courage ressemble-t-il? Nous le voyons dans le visage des gens qui se regroupent au sein d'organisations telles que DEMUS, La Colectiva Feminista et Likhaan. Les personnes que nous accompagnons et qui nous inspirent chaque jour sont autant d'incarnations du courage. En retour, elles nous racontent les histoires de celles et ceux qui les inspirent. C'est en quelque sorte un lien qui nous unit à travers le monde .

INTER PARES

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada

Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les inégalités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

ISSN 0715-4267 • Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1
La publication de ce Bulletin est subventionnée par Affaires mondiales Canada.



Affaires mondiales
Canada